

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE
DU BUDGET D'ÉTAT AU 31 MARS 2020**

Juillet 2020.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	3
LISTE DES ANNEXES	4
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
INTRODUCTION	6
MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT	8
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	9
2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement	9
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes	9
2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	13
2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires	14
2.1.5. Mobilisation des dons et emprunts projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)	15
2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles	15
2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE	15
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE	16
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	18
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	21
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	29
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	31
III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT	32
3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	33
3.1.1.1. Budget général	34
3.1.1.2. Budgets annexes	36
3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor	36
3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	37
3.1.2.1. Programmes de pilotage	39
3.1.2.2. Programmes opérationnels	39
3.1.2.3. Programmes des budgets annexes	39
3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor	40
3.1.2.5. Dotations	40
3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	41
3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques	41
3.1.3.2. Défense	42

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics	42
3.1.3.4. Affaires économiques.....	42
3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte.....	42
3.1.3.6. Santé	42
3.1.3.7. Enseignement	42
3.1.3.8. Protection sociale.....	42
IV. CHARGES DE TRESORERIE.....	44
CONCLUSION	45

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Situation de recouvrement des ressources de l'Etat	8
Tableau 2: Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts	9
Tableau 3: Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor	14
Tableau 4: Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	16
Tableau 5: Situation des réalisations de recettes douanières.....	18
Tableau 6: Situation des réalisations de recettes douanières.....	20
Tableau 7: Situation des réalisations de 2019 et 2020 par nature d'impôt	21
Tableau 8: Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020	22
Tableau 9: Prévisions et Réalisations au premier trimestre 2020	23
Tableau 10: Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2020	25
Tableau 11: Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 2er trimestre 2020.....	25
Tableau 12: Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.....	27
Tableau 13: Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP	30
Tableau 14: Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	33
Tableau 15: Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique	36
Tableau 16: Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire	38
Tableau 17: Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	41
Tableau 18: Situation d'exécution des charges de trésorerie.....	44

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Situation des recouvrements par service.....	17
Graphique 2: Part des recouvrements des services dans le total des ressources.....	17
Graphique 3: Histogramme comparatif des réalisations premier semestre (2019 et 2020) en grandes masses.....	22
Graphique 4: évolution des recettes mensuelles de la DGI au 31 mars 2019 et 2020	23
Graphique 5: Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 mars 2020 par nature économique.	36
Graphique 6: Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.....	40
Graphique 7: Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.	43
Graphique 8: Poids des CP liquidés par fonction en %.....	43

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : situation d'exécution des dépenses par classification administrative et par programme au 31 mars 2020, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 2 : situation d'exécution des dépenses par classification fonctionnelle au 31 mars 2020, sans le financement extérieur du BSI
- Annexe 3 : situation d'exécution des dépenses par type de programmes au 31 mars 2020, sans le financement extérieur du BSI

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BAD	Banque Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
CP	Crédit de Paiement
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM	Energie du Mali
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGUA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPF	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPF	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FDD	Fonds de Développement Durable
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
N-SUKALA	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
OMH	Office Malien de l'Habitat
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SA	Société Anonyme
SEMOS	Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola
SOMILO	Société des Mines d'Or de Loulo
SOMISY	Société des Mines de Syama
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOTELMA	Société des Télécommunications du Mali
TAV	Taxe Ad Valorem
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
RB	Recette Budgétaire
RT	Ressources de Trésorerie
TOTAL R/S	Total des recettes par service d'assiette
RBA	Recette des Budgets annexes
RCST	Recette des Comptes spéciaux du Trésor
TAB	Total des Appuis budgétaires
EMP PROJETS	Emprunts Projets
R EXCEP	Recettes Exceptionnelles

INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

Au premier trimestre 2020, l'accélération de l'activité économique annoncée en 2019, laisse place à l'effet de la pandémie de la maladie à coronavirus 2019, la production mondiale connaîtrait une forte contraction de l'ordre de 3 % en 2020, après avoir enregistré une croissance de 2,9% en 2019.

Dans les pays avancés, la contraction de l'activité économique devrait s'établir à 6,1% en 2020. La récession est plus prononcée dans la zone euro que dans les autres pays avancés. L'inflation devrait connaître une légère baisse en 2020, sous l'effet d'une contraction de la demande, en s'établissant à 0,5% contre 1,4% en 2019.

Aux États-Unis, la récession se situerait autour de 6% en 2020 contre une croissance réelle de 2,3% enregistrée en 2019. L'inflation en 2020 connaîtrait une baisse de 1,8% par rapport à 2019 en s'établissant à 0,6%. 2 Dans la zone euro, l'activité économique connaîtrait un recul exceptionnel de 7,5% en 2020. La récession touchera davantage l'Italie et l'Espagne et dans une moindre mesure l'Allemagne et la France.

Les pays émergents et les pays en développement ne seront pas épargnés par la récession mondiale en 2020 car ces économies verront leur production se contracter de l'ordre de 1%. Dans ces pays, la reprise devrait être plus rapide tenant compte du fait que la Chine réussirait en 2020 à contenir la contraction de son économie. La Chine, bien qu'étant le premier pays frappé par la pandémie, devrait pouvoir s'en sortir avec une croissance de 1,2% en 2020 contre 6% selon les prévisions de janvier 2020. En Afrique subsaharienne, la crise sanitaire engendrerait une contraction de l'activité économique de l'ordre de 1,6%, soit le pire résultat jamais enregistré dans la zone. Les économies moins diversifiées seront les plus gravement touchées, y compris sous l'effet de la baisse des cours des produits de base et des mesures d'endiguement prises par les différents gouvernements. Le renchérissement des prix dans la région devrait se creuser et atteindre 9,3% en 2020 contre 8,4% en 2019.

Dans la zone UEMOA, la croissance économique se situerait à son plus bas niveau, soit seulement 2,5% contre une prévision initiale de l'ordre de 6%. En plus de la pandémie de la maladie à coronavirus 2019, cette zone reste confrontée à une crise sécuritaire qui perdure et se répand. Une aggravation persistante de l'insécurité pèserait sur les budgets des Etats, nuirait aux investissements et entraverait la croissance. Le taux d'inflation, mesuré par le niveau général des prix à la consommation, devrait sensiblement augmenter tout en restant contenu dans la norme communautaire de 3%.

Au niveau national, la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 va fortement affecter l'économie malienne en 2020. Sous l'effet combiné de la crise sanitaire liée à cette pandémie et de la situation sécuritaire du pays, il est attendu inévitablement une forte baisse de l'activité économique. Cette baisse serait en lien, notamment, avec la suspension des vols commerciaux et la fermeture des frontières, affectant le secteur des services, dont l'hôtellerie et le tourisme, perturbant l'approvisionnement du pays en biens, y compris les biens intermédiaires qui sont essentiels aux

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020, Fonds Monétaire International.

secteurs manufacturier et minier. Ainsi, le taux de croissance réelle du PIB, initialement projeté à 5,0% devrait chuter à 0,9%, soit un recul de 4,1%. Grâce aux mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la réduction des taxes sur certains produits de première nécessité, la crise ne devrait pas avoir un effet significatif sur le niveau général des prix qui devrait demeurer en dessous de la norme communautaire de 3% par an, dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole et d'une évolution favorable des cours du pétrole.

Situation des finances publiques

Pour 2020, la politique budgétaire était orientée vers la consolidation des efforts d'assainissement des finances publiques et la réallocation stratégique de ressources budgétaires, à travers : (i) l'amélioration de l'efficacité de la politique et de l'administration fiscale et douanière, (ii) la maîtrise du solde budgétaire global, (iii) la protection des dépenses prioritaires, (iv) l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques, (v) la conduite d'une politique d'endettement soutenable, (vi) le renforcement de la situation financière de la compagnie Energie du Mali et (vii) la promotion de la bonne gouvernance.

Cependant, à l'instar des autres pays, le déficit budgétaire et le ratio d'endettement public du Mali seront beaucoup plus élevés que prévu, en raison de la pandémie de la COVID-19 et de ses répercussions sur l'activité économique. Ainsi, il est attendu, à court terme, une baisse des prévisions de recettes, une augmentation des dépenses de santé et d'intervention dans les domaines économique et social. Ces nouvelles orientations, conduiront à l'élaboration d'une loi de finances rectificative au cours du deuxième trimestre.

En termes d'exécution, la situation provisoire au 31 mars 2020, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de **15,94%** par rapport à l'objectif annuel brut qui s'élèvent à **2 445,057 milliards de FCFA**, soit **389,701 milliards de FCFA** réalisés, dont **324,324 milliards de FCFA** de ressources budgétaires et **65,377 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de **14,50%** par rapport aux prévisions annuelles qui se chiffrent à **3001,376 milliards de FCFA**, soit un montant cumulé de paiement de **435,218 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **408,489 milliards de FCFA** représentent des dépenses budgétaires (dont **17,76%** de dépenses en capital) et, **26,729 milliards de FCFA** des charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq (148) programmes, trois cent trente (337) actions, quatre cent cinquante-huit (468) objectifs et mille cent huit (1144) indicateurs.

MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de recouvrement des ressources de l'Etat au 31 mars 2020 se présente comme suit :

Au 31 mars 2020, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à 15,94%. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de 14,86% tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à 24,84%.

Tableau 1: Situation de recouvrement des ressources de l'Etat

	Montant en milliards de FCFA								
	Prévision			Réalisation			Taux		
	RB	RT	Total	RB	RT	Total	RB	RT	Total
DGD	713,580	-	713,580	132,265		132,265	18,54		18,54
DGI	1 005,725	-	1 005,725	173,524		173,524	17,25		17,25
DNTCP	39,653	15,792	55,445	3,598	0,652	4,250	9,07	4,13	7,67
DND	116,591	18,385	134,976	11,522	1,005	12,528	9,88	5,47	9,28
DGABE	-	-	-		-	-			
DGDP	-	5,960	5,960		1,693	1,693		28,41	28,41
Total R/ S	1 875,549	40,137	1 915,686	320,909	3,350	324,260	17,11	8,35	16,93
RBA	7,810		7,810	2,045		2,045	26,18		26,18
RCST	54,510	-	54,510	0,570	-	0,570	1,05		1,05
APPUIS BUDGETAIRES									
ABS	8,836	-	8,836	-		-	0,00		0,00
ABG (DONS)	70,542	-	70,542	-		-	0,00		0,00
ABG (PRETS)	-	28,692	28,692		26,427	26,427		92,11	92,11
TAB	79,378	28,692	108,070	-	26,427	26,427	0,00	92,11	24,45
Dons projets	155,600	-	155,600	-		-	0,00		0,00
Emp projets	-	194,400	194,400		35,600	35,600		18,31	18,31
R excep	8,981		8,981	0,800		-	8,91		8,91
Total	2 181,828	263,229	2 445,057	324,324	65,377	389,701	14,86	24,84	15,94

Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette, 2020

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle de **2 181,828 milliards de FCFA**, les recouvrements de recettes budgétaires au 31 mars 2020 se sont chiffrés à **324,324 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **14,86%**.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 99,19% des recettes budgétaires recouvrées au 31 mars 2020. Leur contribution se chiffre à 320,909 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle, de 1 875,549 milliards de FCFA.

Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de 17,11% par rapport aux prévisions, a été essentiellement réalisé à 53,50% par la Direction Générale des Impôts et à 40,78% par la Direction générale des douanes.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes WX

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

Les prévisions de recettes des budgets annexes diminuent de 0,61 % par rapport à 2019, et vont s'établir à 7,810 milliards de FCFA en 2020 contre 7,858 milliards de FCFA en 2019. Cette diminution est imputable à la baisse des prévisions des recettes des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire et en Mauritanie.

Sur ce montant, 2,045 milliards de FCFA ont été réalisés au 31 mars 2020, soit un taux de recouvrement de 26,18% par rapport à l'objectif annuel. Le détail des recouvrements par entrepôts et par nature de recette est présenté dans les tableaux 2 et 3.

Tableau 2: Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts

	Montant en millions de FCFA		
	Prévisions	Réalisations	Taux%
Entrepôts maliens au Sénégal	3 363,517	847,524	25,20
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1 551,000	506,635	32,67
Entrepôts maliens au Togo	642,838	139,386	21,68
Entrepôts maliens en Guinée	700,150	125,964	17,99
Entrepôts maliens en Mauritanie	600,323	137,875	22,97
Entrepôts maliens au Ghana	643,500	207,965	32,32
Entrepôts maliens au Bénin	308,500	79,240	25,69
Total budgets annexes	7 809,828	2 044,588	26,18

Source: DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali, 2020

Il ressort de la lecture du tableau 2 que les entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire, au Ghana, et au Bénin enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement **32,67%**, **32,32%** et **25,69%** de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir une augmentation de **111 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2019. Cette hausse se justifie en partie par des ressources engrangées par les parkings gros porteurs de M'bao à Dakar et de Kounda à Kénieba.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir une augmentation de **106 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2019. En plus de la subvention accordée par les EMASE, les autres natures de recettes ont connu une amélioration dans leurs mobilisations.

L'écart enregistré par rapport aux prévisions se justifie essentiellement par :

- le faible taux de réalisation de la redevance d'évacuation des importations, en raison : (i) la multiplicité des postes de contrôle, (ii) des perceptions illicites, (iii) de la limitation des charges avec l'application du règlement 14 de l'UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures de contrôle du gabarit du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les états membres, (iv) de la barrière linguistique et surtout (v) de la fluctuation du cedi ghanéen suivant le cours du dollar ;
- la non perception de redevance d'évacuation à l'exportation parce qu'aucune marchandise en provenance du Mali n'est évacuée par le port de Tema ;
- la hausse du taux de réalisation des produits sur hydrocarbures due au choix des opérateurs à choisir entre les corridors d'approvisionnement si les conditions ne sont pas favorables.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- l'absence d'infrastructures adéquates de stockage ;
- l'absence de représentations des services douaniers, de la Chambre de Commerce et du Conseil Malien des Chargeurs du Mali au Ghana ; les EMAGHA jouent actuellement les rôles de ces services ;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n° 14/2005 ;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la demande par les autorités du Ghana de la carte grise internationale aux transporteurs, alors que ce document n'est pas établi au Mali ;
- la longue distance qui sépare Bamako de Téma (2 000 km).

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir un gap de **15 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2019.

Ce gap enregistré par rapport à 2019 se justifie essentiellement par le niveau de recouvrement des prestations sur les hydrocarbures, imputable à la faiblesse du trafic.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir une diminution de **313 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2019.

La contre-performance réalisée par rapport aux prévisions se justifie essentiellement par :

- la fin des travaux du marché de construction d'un bureau R+3 p/c des EMACI et la diminution considérable du trafic sur le corridor ivoirien ;
- la baisse du trafic sur le corridor ivoirien surtout les produits de grande consommation à l'approche du mois de carême due surtout à la pandémie de la COVID-19 ;
- le retard dans l'octroi des prêts accordés aux agents en début d'exercice 2020 du aux contraintes de trésorerie ;
- la fin des travaux de construction des bureaux EMACI sur l'exercice 2018/2019 suivant marché n°02485/DGMP/DSP/2018 du 10/10/2018.

Par ailleurs, les EMACI font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- le coût élevé des passages portuaires ;
- le manque de parking au port d'Abidjan ;
- le mauvais état des routes sur le corridor ivoirien ;
- le manque de magasin d'entreposage depuis le sinistre du magasin.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir un gap de (**15 millions de FCFA**) par rapport aux réalisations au 31 mars 2019.

L'écart enregistré par rapport aux prévisions se justifie principalement par des contraintes exogènes, notamment :

- l'exigüité du port de Conakry ;
- le mauvais état du corridor ;
- l'insuffisance des moyens d'évacuations ;
- l'absence d'antenne des EMAGUI pour contrôler une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni).

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :**

Les réalisations au 31 mars 2020 font ressortir un gap de **4 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 31 mars 2019.

L'écart enregistré par rapport aux réalisations de 2019 se justifie principalement par les difficultés de facilitation liées au corridor et la résiliation du contrat de bail de magasin qui était en cours.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :**

Les EMABE ont réalisé **79 millions de FCFA** de recettes au 31 mars 2020, soit une augmentation de **14 millions de FCFA** par rapport à 2019.

La principale difficulté à laquelle les EMABE ont dû faire face au premier trimestre 2019 est l'annulation par la CMDT de l'évacuation de 80000 tonnes de coton par le port de Cotonou, en raison de problèmes de transit sur le territoire Burkinabé.

2.1.2.1. Perspectives pour le deuxième trimestre de 2020

Les perspectives pour le deuxième trimestre de 2020 sont ci-dessous présentées par entrepôts.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

- L'aménagement des parkings gros porteurs de Mbao et de Sandiara au Sénégal ;
- L'aménagement des parkings gros porteurs de Kounda à Kenieba au Mali.

Ces investissements dont l'exploitation a déjà commencé, permettront, sans doute de rehausser le niveau des recettes des EMASE.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Pour faire face aux contraintes sus indiquées et améliorer le niveau de recouvrement des recettes, les EMAGHA envisagent de :

- informer de la production des documents de transport ;
- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales ;
- appliquer le taux de chancellerie fixé par les affaires étrangères pour les reversements ;
- améliorer la redevance d'évacuation à l'importation :
 - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux ;
 - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port de Tema ;
 - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires etc...) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer le niveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures ;

- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives ;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA ;
- aménager un parking pour le stationnement des véhicules maliens ;
- créer des antennes à Bolgatanga et Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :**

Afin d'atteindre les prévisions de recettes pour la période suivante les EMACI vont démarcher les autorités portuaires afin de revoir à la baisse les coûts de passage portuaire du fret Malien en transit, diligenter les travaux de construction du magasin sinistré afin d'augmenter les redevances locatives.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinée au niveau de l'antenne de Kouremalé.

En outre, plusieurs meuneries, au-delà des Grands Moulins du Mali, commencent à emprunter le port autonome de Conakry pour leur importation de blé. Il s'agit notamment des Moulins Modernes du Mali, de M'Bouna SA.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :**

En vue d'améliorer le trafic sur le corridor mauritanien et les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

Des aménagements sont également prévus sur les installations de la surface de 13000m².

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :**

Le développement d'une stratégie « Port de Cotonou, plateforme logistique pour la région », les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland, constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2020 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 124,409 milliards de FCFA.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 3: Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

	Montant en milliards de FCFA		
	PREVISIONS (1)	REALISATIONS (2)	TAUX (4) = [(2)/(1)]*100
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,230	-	-
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	-	-
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,800	-	-
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,500	-	-
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,600	0,300	50,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,090	25,71
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	-	-
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,363	-	-
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	69,900	0,167	0,24
Fonds National pour le Développement de la Statistique	2,981	0,013	0,44
Fonds de Développement Durable	40,000	-	-
TOTAL COMPTES SPECIAUX	124,410	0,570	0,46

Source: DGB, à partir des données fournies par la DNTCP, 2020.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 31 mars 2020 s'élève à 0,570 milliards de FCFA, dont 0,167 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de 0,46% par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'épanouissement des enfants, soit 50,00% des prévisions.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2020, il est prévu de mobiliser 79,378 milliards de FCFA au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de finances 2020 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à 70,542 milliards de FCFA, constituées des dons de :

- l'Union Européenne pour 46,900 milliards de FCFA ;
- la Banque Africaine de Développement – BAD pour 7,000 milliards de FCFA ;

- la Banque Mondiale pour 16,642 milliards de FCFA.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à 8,836 milliards de FCFA dans la loi de finances 2020. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur 3,186 milliards de FCFA ;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour 4,214 milliards de FCFA.
- de l'ABS de l'AFD pour 1,436 milliards de FCFA.

En termes de réalisation, aucun décaissement n'a été réalisé à la fin du premier trimestre 2020.

2.1.5. Mobilisation des dons et emprunts projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

En termes de réalisation, aucun décaissement n'a été réalisé à ce titre à la fin du premier trimestre 2020.

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles se chiffrent à 8,981 milliards de FCFA dans la loi de finances 2020, en baisse de 21,49% par rapport aux prévisions de 2019. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTTE.

Le recouvrement à la date du 31 mars 2020 se chiffre à 0,800 milliard de francs CFA, soit un taux de réalisation de 8,91% par rapport aux prévisions annuelles.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du premier trimestre, à hauteur de 24,84%, soit un montant recouvré de 65,377 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 263,229 milliards de FCFA.

Le tableau 4 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31 mars 2020 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 4: Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

	Montant en milliards de FCFA		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	1,005	5,47
Aliénations du domaine mobilier	0,385	0,110	
Aliénations du domaine immobilier	18,000	0,896	
Recettes de privatisation	-	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	223,092	62,027	27,80
Produits des emprunts projets	194,400	35,600	
Produits des emprunts programmes	28,692	26,427	
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	0,652	4,13
Remboursement de prêts et avances	5,960	1,693	28,41
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	263,229	65,377	24,84

Source: DGB, à partir des données fournies par la DNTCP, 2020

Il ressort de la lecture du tableau 4 qu'au 31 mars 2020, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à 5,47%, contre 2,05% à la même période en 2019.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouverts à 27,80% à la fin du premier trimestre, contre 17,20% à la même période en 2019.

Sur la même période, un montant de 0,652 milliards de FCFA a été mobilisé à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de 15,792 milliards de FCFA, contre 25,855 millions de FCFA mobilisés au 31 mars 2019.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours du premier trimestre, un décaissement de 62,027 milliards de FCFA sur une prévision de 223,092 milliards de FCFA, contre 21,828 milliards de FCFA à la même période en 2019.

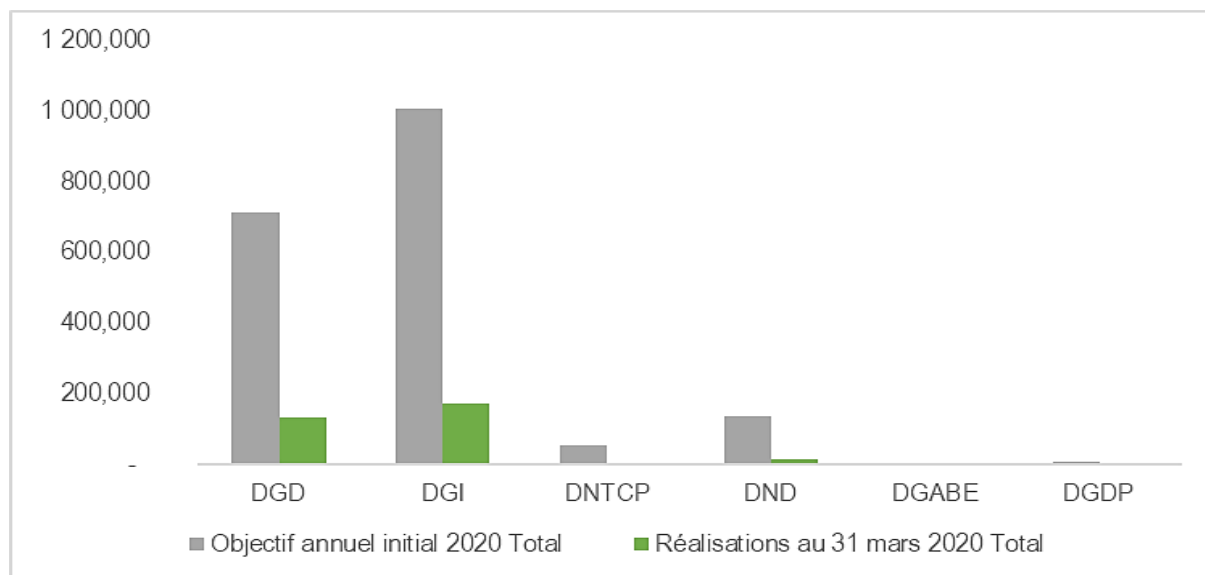
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de 1 915,686 milliards de FCFA en valeur brute, les réalisations des services d'assiettes et de recouvrement se chiffrent à 324,260 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 16,93%. Ces recouvrements représentent 83,21% du total des ressources mobilisées et révèlent une chute de 9,00% dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2019.

En sus des 320,909 milliards de FCFA de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. supra point 2.1.1), elles intègrent 3,350 milliards de FCFA de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 5 et 6.

Graphique 1: Situation des recouvrements par service.

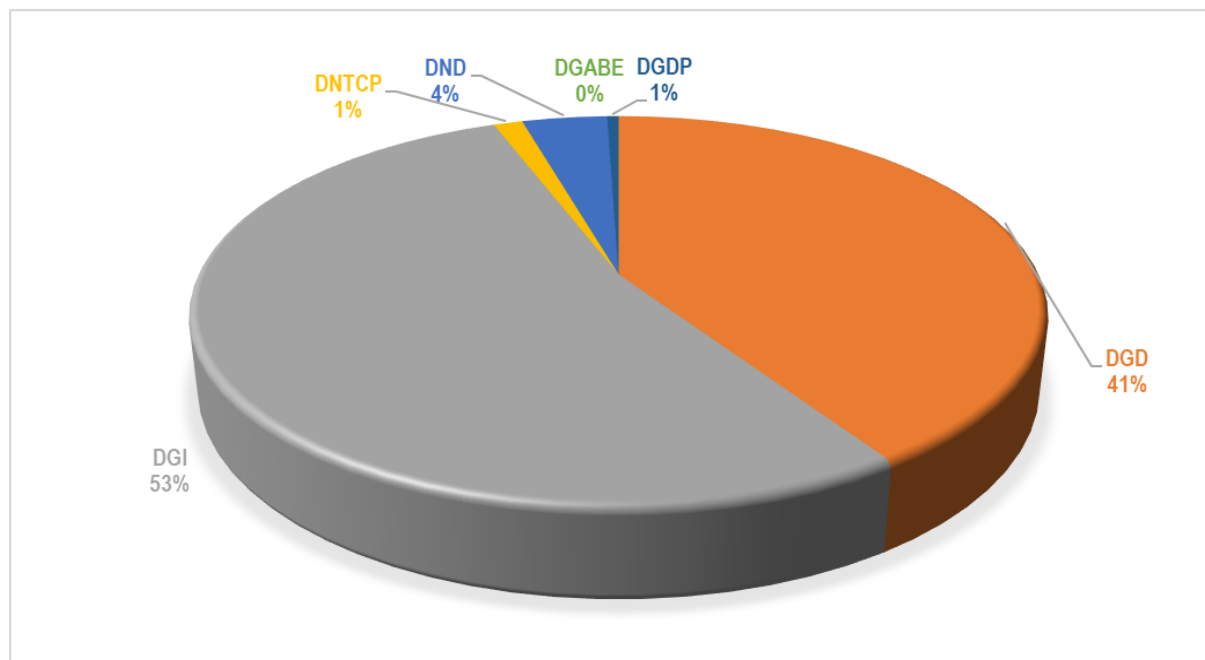


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2020.

Le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale de la dette publique (28,41%), suivie par la Direction générale des douanes (18,54%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 31 mars 2020, celle de la Direction générale des impôts s'élève à 40,78% et celle de la Direction générale des douanes à 53,50%, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2: Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2020.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées, dans la loi de finances de 2020, à 713,580 milliards FCFA dont 190 milliards FCFA sur les produits pétroliers et 523,580 milliards FCFA sur les autres marchandises². A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction Générale des Douanes (DGD) en 2019, étaient de 689,100 milliards de FCFA, soit une hausse de 3,6%.

B. Réalizations des recettes douanières

Tableau 5: Situation des réalisations de recettes douanières

		Montant en milliards de FCFA			
		2019	2020	Prévisions annuelles 2019	Prévisions annuelles 2020
Produits pétroliers	Réalisations	46,872	37,229	220,000	190,000
	Prévisions	52,800	45,600		
	Ecart	-5,928	-8,371		
	Couverture	88,77%	81,64%		
Produits non pétroliers	Réalisations	94,989	95,036	469,100	523,580
	Prévisions	115,208	125,516		
	Ecart	-20,219	-30,480		
	Couverture	82,45%	75,72%		
Total	Réalisations	141,862	132,265	689,100	713,580
	Prévisions	168,008	171,116		
	Ecart	-26,146	-38,851		
	Couverture	84,44%	77,30%		

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGD, 2020,

Comme l'illustre le tableau 5, sur une prévision brute de recettes de 171,116 milliards de FCFA pour le premier trimestre, la Direction générale des douanes a réalisé 132,265 milliards de FCFA au 31 mars 2020, soit un taux de réalisation de 77,30% et un gap nominal de (38,851 milliards de FCFA). Sur ce gap, (8,371 milliards de FCFA) ont été enregistrés sur les produits pétroliers et (30,480 milliards de FCFA) sur les produits non pétroliers.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. **Recettes issues des produits pétroliers**

Sur une prévision de 45,600 milliards de francs CFA au 31 mars 2020, il a été réalisé sur les produits pétroliers, la somme de 37,229 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de réalisation de 81,64% et un gap nominal de (8,371 milliards de francs CFA).

² Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Deux effets conjoncturels ont différemment pesé sur les recettes pétrolières au premier trimestre 2020.

Il s'agit de :

- la tendance baissière des prix fournisseurs : après l'apparition des premières infections à la COVID-19 et les mesures de riposte qui ont suivi, la tendance longtemps haussière du cours du pétrole se renverse ; ainsi, on assiste à un fléchissement des prix fournisseurs qui s'intensifiera par la suite jusqu'à atteindre des niveaux historiquement bas à l'entame du deuxième trimestre 2020 ;
- la hausse des volumes mises à la consommation : la tendance haussière observée depuis le 4ème trimestre 2019 se poursuit ; au départ, la tendance haussière des volumes importés, relevait de l'anticipation d'importer pour des jours plus difficiles à cause de la COVID-19 ; par la suite, les opérateurs pétroliers étaient plutôt attirés par le cours historiquement bas, qu'il fallait exploiter.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision de 125,516 milliards de francs CFA au 31 mars 2020, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 95,036 milliards de francs CFA ; correspondant à un taux de réalisation de 75,72% et un gap nominal de (30,480 milliards de francs CFA).

Trois effets conjoncturels ont différemment pesé sur les recettes pétrolières au premier trimestre 2020

Il s'agit :

- des effets directs se traduisant par le fait que les trois régions du nord ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là échappaient à l'emprise de l'insécurité, sont de nos jours dans le rayon sécuritaire ;
- des effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité.
- de la morosité économique née de cette situation d'insécurité ayant entraîné dans bien de cas des changements dans la structure des importations, certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés;

c. Mesures correctrices

Afin de rattraper le gap enregistré au cours du premier trimestre et booster les réalisations de recettes douanières, la DGD a prévu de continuer à mettre en œuvre la série de mesures habituelle.

C. Perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2020**Tableau 6: Situation des réalisations de recettes douanières**

	Montant en milliards de FCFA			
	Perspective pour le deuxième trimestre 2020			
	Avril	Mai	Juin	Total
Produits pétroliers	16,150	16,530	16,530	49,210
Produits non pétroliers	44,727	44,728	44,728	134,183
Total	60,877	61,258	61,258	183,393

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGD, 2020

Les perspectives de recouvrement pour les mois à venir sont liées à l'évolution de la pandémie de la COVID-19, du climat sécuritaire, de la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettrait à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour meilleur maillage du pays.

Les objectifs de recettes de la Direction générale des douanes sont fixés au deuxième trimestre 2020 à 183,393 milliards FCFA, dont 49 210 millions F CFA sur les produits pétrolier et 134,183 milliards FCFA. L'amélioration des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers, occasionné par la COVID-19, se poursuivra au deuxième trimestre 2020. Il faut craindre seulement la baisse des volumes TTC avec le ralentissement de l'économie suite à la COVID-19.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

Les objectifs de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la loi de finances 2020 s'élèvent à 1005,725 milliards de francs CFA sur lesquels il était prévu de réaliser 230,485 milliards de francs CFA au 31 mars 2020.

Comparés aux objectifs annuels de 2019, cette prévision est en hausse de 11,00%.

B. Réalisations

En fin mars 2020, il a été réalisé 173,524 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation trimestriel de 75,29% et un gap de 56,961 milliards de FCFA.

A la même période en 2019, la DGI avait réalisé 219,883 milliards de FCFA sur un objectif trimestriel fixé à 213,601 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 102,94%. Comparées aux réalisations de 2020 sur la même période, on enregistre une diminution absolue des recettes en 2020 de 46,359 milliards de FCFA soit 21,08% par rapport à 2019.

a. Analyse des recettes réalisées par grande masse

Le tableau ci-dessous résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions de 2019 et 2020.

Tableau 7: Situation des réalisations de 2019 et 2020 par nature d'impôt

	EXERCICE 2019			EXERCICE 2020		
	Prévisions	Réalisations	Taux %	Prévisions	Réalisations	Taux %
Impôts Directs	105,328	105,950	100,590	123,305	96,372	78,16
Impôts Indirects	98,848	108,359	109,620	98,500	70,012	71,08
Enregistrements et Timbre	9,425	5,574	59,140	8,680	7,140	82,26
Total	213,601	219,883	102,940	230,485	173,524	75,29

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGI, 2020,

De l'examen du tableau 7, il ressort par rapport aux prévisions :

- un gap de 26, 933 milliards de FCFA au niveau des impôts directs, soit un taux de réalisation de 78,16% ;
- une contre-performance sur les impôts indirects, avec un gap de 28, 488 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 71,08% ;
- un gap de 1,540 milliards de FCFA sur les Droits d'enregistrement et de timbre, par rapport à leurs prévisions fixées à 8,680 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 82,26%.

Par rapport aux réalisations sur la même période en 2019 :

- au titre des impôts directs : les réalisations au 31 mars 2020 ressortent à 96,372 milliards de FCFA contre 105,950 milliards en 2019, soit une baisse en valeur absolue de 9,578 milliards de FCFA et de 9,04% en valeur relative ;

- au titre des impôts indirects : les impôts indirects n'ont pas atteint leur niveau de 2019 avec une réalisation de 70,012 milliards de FCFA en 2020 contre 108,359 ; soit un gap de 38,347 milliards de FCFA et de moins 35,39% en valeur relative ;
- au titre des droits d'enregistrement et de timbre : les réalisations au 31 mars 2020 ressortent à 7,140 milliards de FCFA contre 5,574 milliards en 2019, soit une augmentation en valeur absolue de 1,566 milliards de FCFA et de 28,09% en valeur relative.

Le tableau ci-dessous résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses.

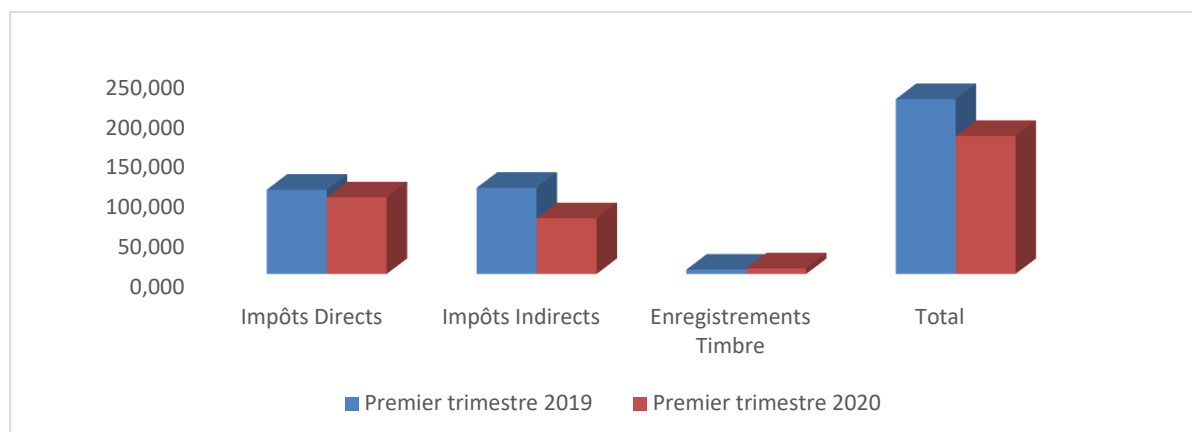
Tableau 8: Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020

Désignation des Impôts	Montant en milliards de FCFA			
	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enregistrements Timbre	Total
Premier trimestre 2019	105,950	108,359	5,574	219,883
Premier trimestre 2020	96,372	70,012	7,140	173,524
Ecart	-9,578	-38,347	1,566	-46,359

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGI, 2020,

Le graphique ci-dessous résume la situation comparative au 31 mars par grandes masses (2019 et 2020).

Graphique 3: Histogramme comparatif des réalisations premier semestre (2019 et 2020) en grandes masses

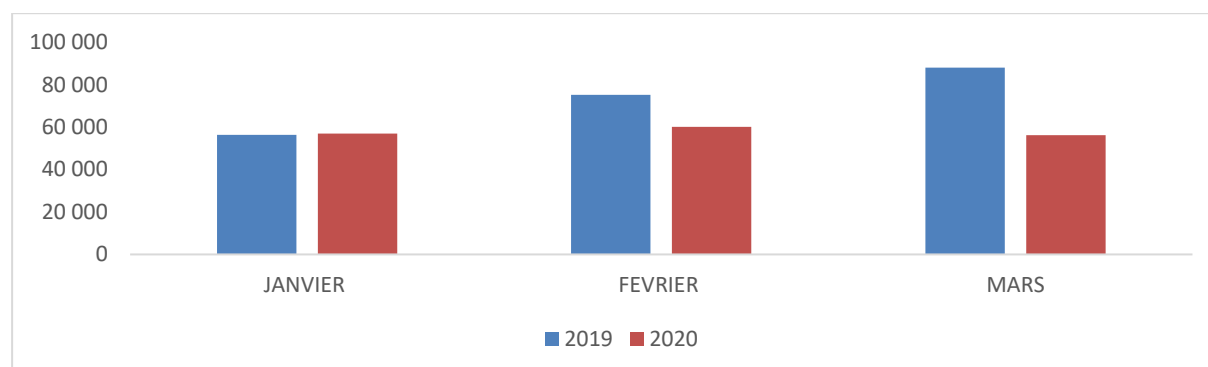


Source: DGB, à partir des données fournies par la DGI, 2020

b. Evolution des recettes mensuelles :

Le graphique ci-après donne l'évolution des recettes mensuelles de la DGI au 31 mars 2019 et 2020.

Graphique 4: évolution des recettes mensuelles de la DGI au 31 mars 2019 et 2020



Source: DGB, à partir des données fournies par la DGI, 2020

De l'analyse du graphique, on constate que les réalisations de janvier à mars 2020 sont inférieures à celles de 2019 et la tendance est renversée seulement en janvier 2020.

1. Par rapport aux objectifs de la période :

Tableau 9: Prévisions et Réalisations au premier trimestre 2020

	Montant en milliards de FCFA			
	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enregistrements Timbre	Total
Prévisions	123,305	98,500	8,680	230,485
Réalisations	96,372	70,012	7,140	173,524
Taux de réalisation	78,16	71,08	82,26	75,29
gap/dépassement	-26,933	-28,488	-1,540	-56,961

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGI, 2020,

a) Impôts directs :

Au premier trimestre 2020 les objectifs assignés en impôts directs n'ont pas été atteints, soit un gap de 26,933 milliards de Francs CFA et un taux de réalisation de 78,16% ; Contrairement en 2019 le taux de réalisation était de 100,59%.

b) Impôts indirects :

Les réalisations ressortent à 70,012 milliards en 2020 contre une prévision de 98,500 milliards de FCFA pour la période ; soit un taux de réalisation de 71,08%. La tendance de 2019 est meilleure avec une réalisation de 108,359 milliards sur une prévision de 108,359 milliards pour la période ; soit un taux de réalisation de 109,62%.

c) Droits d'enregistrement et de timbre :

Les réalisations ressortent à 7,140 milliards en 2020 contre une prévision de 8,680 milliards de FCFA pour la période ; soit un taux de réalisation de 82,26%. La même contre-performance est observée en 2019 avec une réalisation de 5,574 milliards sur une prévision de 9,425 milliards pour la période ; soit un taux de réalisation de 59,14%.

2. Perspectives :

La mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et le mécanisme de suivi rapproché institué par la Direction Générale ont beaucoup seront poursuivi pour permettre l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement. Aussi, la DGI entend poursuivre durant les mois à venir la mise en œuvre des mesures fiscales initiées par Le Président de la République pour lutter contre la COVID-19 et renforcer d'avantage le suivi par l'automatisation des indicateurs de gestion. Elle sollicite aussi l'appui du cabinet dans la mise en œuvre de ces mesures.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les objectifs de recettes globales assignées à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) dans la loi de finances 2020 s'élèvent à 55,445 milliards de francs CFA. Cette prévision intègre les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le 2ème trimestre 2020 sont ci-dessous présentées :

A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2020

Tableau 10: Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2020

	Premier trimestre 2020						Montant en milliards de FCFA	
	Janvier		Février		Mars		Cumul au 31 mars 2020	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Impôts et Taxes	0,484	0,445	0,654	0,594	0,653	0,766	1,791	1,805
PMU	0,672	0,600	0,672	0,630	0,672	0,513	2,016	1,743
CASINO	0,026	-	0,026	0,026	0,026	0,024	0,078	0,050
TOTAL	1,182	1,045	1,352	1,250	1,351	1,303	3,885	3,598

Source: DGB, à partir des données fournies par la DNTCP, 2020

Les recettes recouvrées par la DNTCP au 31 mars 2020 s'élèvent à 3,598 milliards de F.CFA dont 1,805 milliards de F.CFA au titre des impôts et taxes, 1,743 milliard de F.CFA pour les recettes du PMU-MALI et 0,050 milliard de F.CFA recouverts au niveau du CASINO.

Par rapport aux prévisions cumulées à fin mars 2020, il se dégage un gap de 0,286 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,64%.

Au titre des impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, il se dégage un taux de réalisation de 100,78%.

B. Perspectives de recouvrement du deuxième trimestre 2020

Le tableau 11 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Tableau 11: Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 2er trimestre 2020

	Montant en milliards de FCFA					TOTAL
	Prévisions du premier trimestre 2020	Prévision deuxième trimestre 2020			Total deuxième trimestre	
		Avril	Mai	Juin		
Impôts et Taxes	1,790	0,677	0,811	0,964	2,452	4,242
PMU	2,016	0,972	0,972	0,972	2,916	4,932
CASINO	0,078	0,026	0,026	0,026	0,078	0,156
TOTAL	3,884	1,675	1,809	1,962	5,446	9,330

Source: DGB, à partir des données fournies par la DNTCP, 2020

Les prévisions de recouvrement de recettes de la DNTCP du deuxième trimestre 2020 s'élèvent à 5,446 milliards de francs CFA dont 2,452 milliards de francs CFA sur les impôts et taxes, 2,916 milliards de francs CFA de recettes provenant du PMU-MALI et 0,078 milliard de francs CFA provenant du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Avril : 1,675 milliard de FCFA ;
- Mai : 1,809 milliard de FCFA ;
- Juin : 1,962 milliard de FCFA.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du CASINO au cours du deuxième trimestre 2020 est de 0,026 milliard de francs CFA par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisation de recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement de 0,972 milliard de francs CFA pour les mois d'avril, mai et juin 2020.

Quant au recouvrement des impôts et taxes, il est prévu pour les mois d'avril, mai, juin respectivement des montants de 0,677 milliard de francs CFA, 0,811 milliard et 0,964 milliard de FCFA.

Des dispositions sont en train d'être prises par la DNTCP pour pouvoir atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2020. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au premier trimestre 2020 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2020, sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND par la loi de finances 2020 s'élèvent à 134,976 milliards de FCFA, soit une augmentation de 11,676 milliards de FCFA par rapport à 2019.

La prévision du premier trimestre 2020 s'élève à dix-sept milliards cinq cent soixante-trois millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent (17 563 594 200 FCFA) contre 20 329 802 800 FCFA en 2019 ; soit une baisse de 13 %.

Réalisations

Au 31 mars 2020, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier trimestre s'est chiffrée à 12,527 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 71,33% des prévisions du premier trimestre, contre 136,62% à la même période en 2019.

Tableau 12: Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.

Nature	Montant en milliards de FCFA					
	2019			2020		
	Prévisions	Réalisations	Taux	Prévisions	Réalisations	Taux
Recettes budgétaires	16,833	26,456	157,17	16,832	14,007	82,26
Taxe sur la plus-value de cession	0,338	0,275	81,47	9,038	7,993	74,09
Taxe sur frais d'édilité	0,088	0,095	107,7	5,000	2,000	106,96
Taxe ad valorem (TAV)	9,038	10,596	117,24	-	-	0,00
Taxe d'extraction	0,047	0,007	14,07	1,418	2,204	93,25
Prélèvement honoraires greffiers	0,007	0,003	43,83	0,265	0,378	127,80
Droits d'enregistrement	1,418	2,587	182,4	0,338	0,521	40,47
Enregistrement des locations verbales	0,010	0,015	141,7	0,410	0,400	78,87
Droits de conservation foncière	0,265	0,499	188,01	0,148	0,141	80,19
Droit de timbres	0,148	0,136	92,13	0,026	0,178	84,31
Redevances superficielles	0,410	0,195	47,58	0,088	0,087	2,57
Concessions ordinaires	0,026	7,666	29232,51	0,048	0,024	121,82
Loyers administratifs	0,024	0,004	17,13	0,012	0,020	255,89
Pénalités	0,012	0,011	87,53	0,010	0,020	146,37
Dividendes des autres sociétés	-	2,000	-	0,024	0,020	99,89
Dividendes des sociétés minières	5,000	2,367	47,34	0,007	0,022	7,32
Ressources de trésorerie	3,497	1,319	37,72	3,496	3,556	28,27
Aliénations d'immeubles et TF	3,403	1,210	35,55	3,403	3,479	25,74
Aliénations de meubles	0,094	0,109	116,53	0,093	0,077	142,06
TOTAL	20,330	27,775	136,62	20,328	17,564	71,33

Source: DGB, à partir des données fournies par la DND, 2020

A la lecture du tableau 12, il ressort une nette diminution du niveau des recouvrements au premier trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019, soit une diminution de 48,00%.

La baisse des réalisations de recettes du premier trimestre 2020 comparativement à celles de 2019 s'explique par les constats suivants :

- l'absence de réalisation de recettes issues des licences téléphoniques en 2020 contrairement en 2019 où les recouvrements se sont chiffrés à 7,5 milliards de F CFA ;
- la baisse du niveau de réalisation de la rubrique de la Taxe Ad Valorem, qui ressortent avec un montant de 5 922 228 291 F CFA contre 10 596 404 446 F CFA au premier trimestre 2019, due à la pratique par les sociétés minières du mode de paiement de ladite recette par les compensations des crédits TVA dont le montant, jusqu'ici, n'a pas été régularisé ;
- l'absence de recouvrement sur la rubrique des dividendes autres sociétés dont les paiements sont généralement attendus à partir du deuxième trimestre de l'année budgétaire après la tenue des différents Conseils d'Administration desdites sociétés.

Malgré la baisse du niveau réalisation constatée, il faut signaler par contre que des efforts de recouvrement ont été faits sur d'autres rubriques de recettes ordinaires à savoir : Les pénalités (+451%), les redevances superficielles (+46%) , loyers administratifs (+384%) et la taxe d'extraction (+353%), enregistrement des locations verbales (100%) comparativement à la même période de 2019.

B. Perspectives de recouvrement pour le deuxième trimestre 2020

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième trimestre, un montant de 27,300 milliards de francs CFA, réparti comme suit :

- 8 milliards de FCFA de dividende de la BECEAO ;
- 1,3 milliards de FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de Goukoto ;
- 14 milliards de FCFA de taxes ad valorem, dont 5 milliards de compensation de crédits de TVA ; soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de 2,5 milliards de FCFA ;
- 4 milliards de FCFA de recettes sur les transactions foncières.

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

I. Contexte:

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2020 de la Direction Générale de Dette Publique est de cinq milliards neuf cent soixante millions de francs CFA (5,960 milliards de FCFA).

II. Prévisions :

- En 2020, les prévisions de recouvrement des prêts rétrocédés sont évaluées à cinq milliards neuf cent soixante millions de francs CFA (5,960 milliards de FCFA) contre neuf milliards cinq cent quatre-vingt-douze millions de francs CFA (9,592 milliards de FCFA) dans la Loi de Finances de 2019, soit une forte diminution de 3,632 milliards de francs CFA due au non programmation des prévisions de N-SUKALA, qui n'arrive pas à honorer, ses engagements au titre des emprunts rétrocédés.
- Pour le premier trimestre 2020, il était prévu un montant de 1,571 milliard de francs CFA contre 3,151 milliards de francs CFA à la même période en 2019, soit une diminution de 1,580 milliard de francs CFA.

III. Réalisations :

- La situation d'exécution à la date du 31 mars 2020 est de : un milliard six cent quatre-vingt-treize millions de francs CFA (1,693 milliard de francs CFA), soit une réalisation à la hausse de 122 millions de francs CFA par rapport aux objectifs du trimestre et un taux d'exécution 108% contre 52% à la même période de 2019. Par rapport à l'objectif annuel, le taux d'exécution est de 28% contre 17% à la même période de 2019.
- La réalisation à la hausse de 122 millions de francs CFA par rapport à la prévision du trimestre est due à des recettes inattendues de l'EDM-SA.

IV. Perspectives de réalisation :

Les perspectives de recouvrement du deuxième trimestre 2020 sont estimées à un milliard cinq cent vingt-trois millions de FCFA (1,523 milliard de FCFA).

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2020

Tableau 13: Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP

																								Montant en milliards de FCFA			
		janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre			
		Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal		
BNDA					8	8			402		12							8				401		11			
EDM-SA			110		134		153		287							159		159									
SOGEM		207		1069	1288				889				207		1052						659						
BDM-SA									71												69						
SOTELMA-SA									6																		
BMS-SA									143												141						
Total		207	110	1 203	1 288	161	295	1 109	- 402	- 12	- 207	- 1 211	- 167	- 869	- 401	- 11	-										
Cumul			110		1 398		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		1 693		
Taux de réalisation			53%		107,07%		183,23%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		

Source: DGB, à partir des données fournies par la DGDP, 2020

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Introduction :

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat d'appui à la réforme de l'Etat et à la consolidation de l'Etat de droit relatif à l'appui budgétaire général (ABG) de l'Union Européenne et en application de l'article 73 de la Loi n°203-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances, le ministre de l'Economie et des Finances a bien voulu demander, par la lettre n°001601/MEF-SG du 22 avril 2020, à la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) de transmettre la situation au 31 mars 2020 des prévisions de ressources par nature.

Prévisions :

En 2020, il n'y a pas eu d'inscription de prévisions de recettes pour la DGABE dans la loi des Finances. L'objectif de ressources pour 2019 était de 50 000 000 000 de FCFA.

Réalisations :

Cependant, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la Direction Nationale des Domaines (DND) conformément à la Loi des Finances. A la date du 31 mars 2020, un montant de 109 684 930 FCFA a été recouvré au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de 385 000 000 FCFA soit un taux de réalisation de 28,49%.

Perspectives :

Au cours du deuxième trimestre 2020, il est prévu la poursuite du processus de privatisation de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) et la cession des 19% des actions de la SOTELMA.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. Elles sont évaluées à **3001,376 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, **14,50%** ont été exécutés, soit un montant cumulé de paiement de **435,218 milliards de FCFA**, dont **408,489 milliards de FCFA** représentent des dépenses budgétaires et **26,729 milliards de FCFA** des charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires de l'exercice 2020 se chiffrent à 2 604,568 milliards de FCFA sur lesquelles, il a été exécuté au 31 mars 2020 un montant de 408,489 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,68%, dont 12,36% dans les Régions et 20,92% par les Etablissements publics. La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 14 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 14: Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

NATURES ECONOMIQUES	Montant en milliards de FCFA				
	PREVISIONS		REALISATIONS CP		
	AE	CP	ENGAGE	LIQUIDE	TAUX
Budget Général (1)	834,873	2 472,348	576,424	371,946	15,04
Dépenses ordinaires		1 500,849	478,881	299,797	19,98
Personnel		636,254	231,579	112,205	17,64
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		178,670	33,171	33,171	26,940
Acquisitions de biens et services, dont		409,557	118,247	98,704	24,10
<i>Matériel</i>		141,223	25,280	18,342	12,99
<i>Communication</i>		50,656	9,365	7,335	14,48
<i>Autres Dépenses</i>		110,266	63,531	57,994	52,59
<i>dépenses électorales</i>		30,750	9,807	8,441	27,45
Charges financières		120,423	5,903	2,869	2,38
Transferts et subventions, dont		326,907	105,685	85,468	26,14
<i>Bourses</i>		17,796	2,043	1,690	9,50
<i>Subvention Intrants</i>		43,000	5,000	5,000	11,63
<i>Subvention EDM-SA</i>		30,000	30,000	30,000	100,00
<i>Filet social</i>		4,000	1,256	1,241	31,02
Dépenses en atténuation des recettes		7,709	0,552	0,552	7,15
Dépenses en capital	834,873	971,499	97,543	72,150	7,43
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	834,873	971,499	97,543	72,150	7,43
<i>dont Filet social</i>	10,000	10,000	3,000	0,000	0,00
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	
Budgets annexes (2)	2,081	7,810	4,650	1,657	21,22
Personnel		2,215	1,386	0,568	25,63
Acquisitions de biens et services		2,854	1,461	0,464	16,27
Transferts et subventions		0,660	0,382	0,215	32,57
Dépenses en capital	2,081	2,081	1,421	0,410	19,71
Comptes spéciaux du Trésor (3)	52,218	124,410	35,017	34,886	28,04
Personnel		0,290	0,000	0,000	0,00
Acquisitions de biens et services		71,212	34,927	34,886	48,99
Transferts et subventions		0,690	0,000	0,000	0,00
Dépenses en capital	52,218	52,218	0,090	0,000	0,00
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	889,172	2 604,568	616,091	408,489	15,68

Source: DGB, 2020

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à 2 472,348 milliards de FCFA sur lesquelles, il a été exécuté au 31 mars 2020 un montant de 371,946 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,04%.

Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2020, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2020 s'élèvent à 1 500,849 milliards de FCFA sur lesquels il a été exécuté au 31 mars 2020 un montant de 299,797 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 19,98%. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2020 à 636,254 milliards de FCFA exécutés à hauteur de 17,64%, soit 112,205 milliards de FCFA, sur lesquels 24,01% représentent des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit 26,940 milliards de FCFA.

◆ **Biens et services :**

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de 98,704 milliards de FCFA représentant 24,10% des 409,557 milliards de FCFA inscrits au budget d'Etat 2020. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (18,25%) et aux *Autres dépenses* (58,76%).

◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à 82,200 milliards de FCFA et 38,223 milliards de FCFA dans la loi de finances 2020. Au 31 mars 2020, ils ont été exécutés à hauteur de 2,38%, correspondant à 2,869 milliards de FCFA. Ce montant représente les frais financiers sur la dette extérieure.

◆ **Transferts et subventions :**

Évalués à 326,907 milliards de FCFA en 2020, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 85,468 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 26,14%. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée à EDM SA (35,10%), les bourses scolaires (1,98%), la subvention des intrants agricoles (5,85%) et les dépenses de filet social (1,45%).

◆ **Dépenses en atténuation des recettes :**

Prévues pour 7,709 milliards de FCFA et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier trimestre 2020, un niveau d'exécution de 0,552 milliards de FCFA, représentant 7,15% des prévisions.

◆ **Dépenses en capital**

Dans le budget d'Etat de 2020, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement³ (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital ou d'investissements se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2020, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à 834,873 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 971,499 milliards de FCFA dans le budget 2020. Sur ce montant, 72,150 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 mars 2020, soit un taux d'exécution de 7,43% sur lesquels 34,88% ont été réalisés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques et 49,34% au compte du BSI financement extérieur.

◆ **Equipement - investissement :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 319,558 milliards de FCFA dans le budget 2020. Au premier trimestre, ils sont exécutés à 7,87%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), et les dépenses en investissement au bénéfice des collectivités territoriales.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent 293,104 milliards de FCFA dans le budget 2020 sur lesquels 3,88% ont été exécutés au 31 mars 2020.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent 350,000 milliards de FCFA dans le budget 2020 sur lesquels 35,600 milliards de FCFA ont été décaissés au 31 mars 2020.

³Cf. supra point ERREUR ! SOURCE DU RENVOI INTROUVABLE. – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

3.1.1.2. Budgets annexes

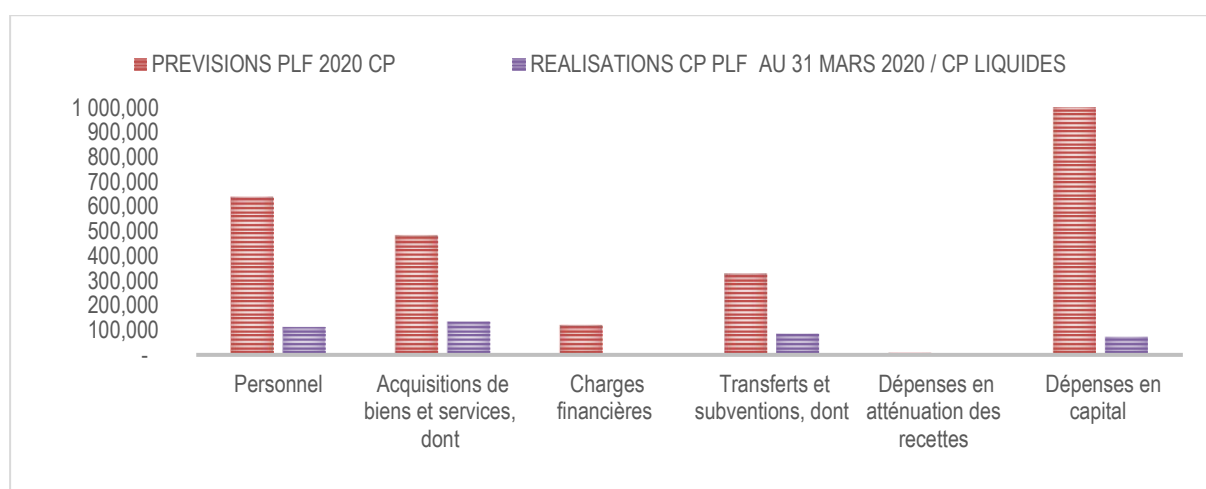
Les crédits de paiement des budgets annexes (**Cf. supra point 2.1.2**) s'élèvent à **7,810 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2020, sur lesquels un montant de 1,657 milliards de FCFA a été exécuté au 31 mars 2020, soit un taux d'exécution de 21,22%.

3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2020 à 124,410 milliards de FCFA sur lesquels 28,04% ont été exécutés.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 5.

Graphique 5: Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 mars 2020 par nature économique.



Source : DGB, juillet 2020.

Le graphique 5 permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses de personnel (17,65%), des acquisitions de biens et services (27,72%), des transferts et subventions (26,10%).

Au niveau des régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 31 mars 2020 se présente comme suit :

Tableau 15: Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique

NATURE ECONOMIQUE	Montant en milliards de FCFA		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX
Personnel	233,496	33,346	14,28
Acquisition de biens et services	64,271	5,908	9,19
Transferts et subventions	19,186	4,716	24,58
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	76,969	6,514	8,46
TOTAL	393,922	50,484	12,82

Source: DGB, 2020

Il ressort du tableau 15 que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions au 31 mars 2020, tandis que les transferts et subvention présentent le taux d'exécution le plus élevé.

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2020 comporte 145 programmes, 330 actions, 458 objectifs et 1108 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 16.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 MARS 2020

Tableau 16: Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire

LIBELLES	PREVISIONS PLF 2020						Montant en milliards de FCFA REALISATIONS CP PLF AU 31 MARS 2020		
	Nbre Prog	Nbre d'actions	Nbre d'objectifs	Nbre d'indicateurs	AE	CP	CP	CP	TAUX
							ENGAGES	LIQUIDES	
Programmes de pilotage (1)	39	136	135	301	117,923	601,130	208,837	117,685	19,58
Personnel						183,628	103,789	37,511	,43
Biens et services						147,799	40,523	28,760	19,46
Transferts et subventions						91,691	45,290	43,136	47,05
Investissement					117,923	178,012	19,144	8,278	4,65
Programme opérationnel (2)	97	183	311	782	502,810	1 274,773	228,604	141,235	11,08
Personnel						326,138	108,154	56,527	17,33
Biens et services						130,111	24,236	17,893	13,75
Transferts et subventions						175,073	56,879	38,920	22,23
Investissement					502,810	643,451	39,336	27,895	4,34
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	2,081	7,810	4,650	1,657	21,22
Personnel						2,215	1,386	0,568	25,63
Biens et services						2,854	1,461	0,464	16,27
Transferts et subventions						0,660	0,382	0,215	32,57
Investissement					2,081	2,081	1,421	0,410	19,71
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	20	47	52,218	124,410	35,017	34,886	28,04
Personnel						0,290	0,000	0,000	-
Biens et services						71,212	34,927	34,886	48,99
Transferts et subventions						0,690	0,000	0,000	-
Investissement					52,218	52,218	0,090	0,000	-
Dotations (5)	0	0	0	0	214,140	596,446	6,558	77,426	12,98
Personnel						126,487	19,636	18,166	14,36
Biens et services						252,071	59,391	54,920	21,79
Transferts et subventions						60,143	3,516	3,411	5,67
Investissement					214,140	157,745	4,014	0,928	0,59
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	337	468	1 144	889,172	2 604,567	563,666	372,889	14,32

Source: DGB, 2020

3.1.2.1. Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes, ces crédits s'élèvent à 601,130 milliards de FCFA et permettent de financer 39 programmes et 136 actions d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de 117,685 milliards de FCFA, soit 31,56% du total des crédits liquidés et 19,58% des prévisions.

Le taux d'exécution des crédits d'investissement se chiffre à 4,65%, avec une part de 7,03% des liquidations des programmes de pilotage. Les dépenses de transferts et subventions, représentant 36,65% des liquidations, ont été exécutés à 47,05%. Quant aux crédits de personnel et d'acquisition de biens et services, ils représentent respectivement 31,87% et 24,44% des liquidations et ont été exécutés à 20,43% et 19,46%.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes, ces s'élèvent à 1 274,773 milliards de FCFA. Ils ont été exécutés à hauteur de 11,08% et représentent 37,88% du total des crédits liquidés.

En termes de liquidation, les dépenses de personnel sont les plus importantes (40,02% des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent 27,56% des crédits liquidés et sont exécutés à 22,23% par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement des programmes opérationnels, ils représentent 19,75% des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit 4,34%. Les crédits d'acquisition de biens et services ne représentent que 12,67% des crédits liquidé et ont été exécutés à 13,75%.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions, ces crédits s'élèvent à 7,810 milliards de FCFA.

Au 31 mars 2020, ils ont été exécutés à hauteur de 21,22% et représentent 0,44% des liquidations.

Le personnel, l'acquisition des biens et services, l'investissement et les transferts et subventions représentent respectivement 34,25%, 28,03%, 24,75% et 12,97% des liquidations.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Au 31 mars 2020, ils ont été exécutés à hauteur de **34,886 milliards de FCFA**, soit **28,04%** des prévisions et **9,36%** du total des crédits liquidés, dont **100,00%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

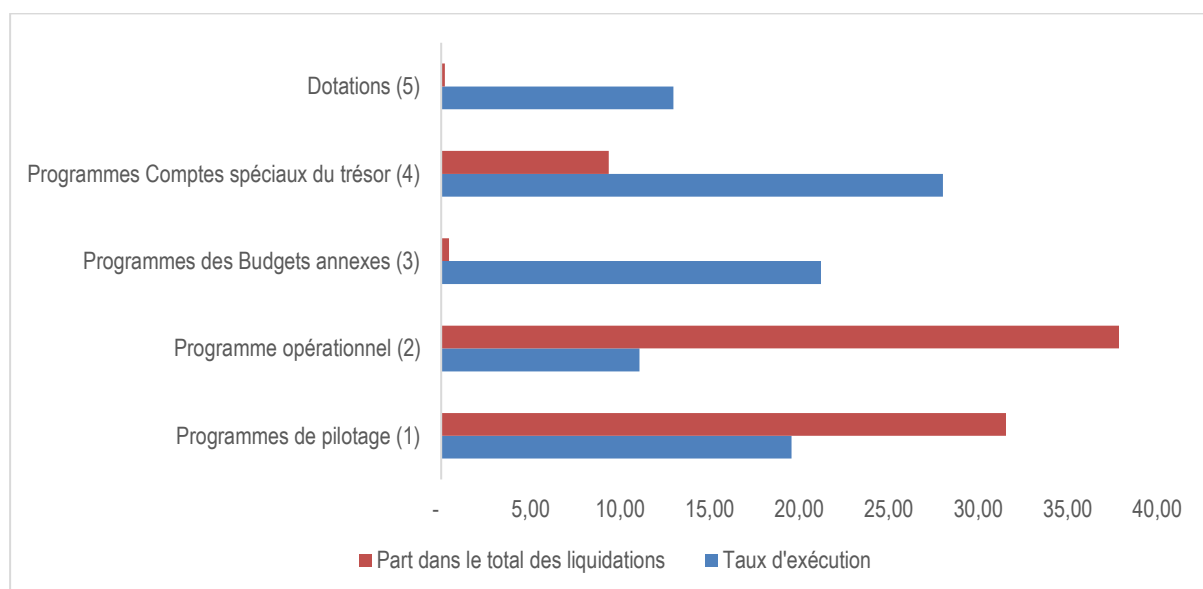
3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2020 au titre des dotations, se chiffrent à **596,446 milliards de FCFA** sur lesquels **12,98%** ont été exécutés, soit **20,76%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **71,00%** des liquidations de ces dotations, suivie du personnel qui représente **23,00%**.

Le graphique 6 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 6: Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, juillet 2020.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent plus de **37,88%** des crédits liquidés au 31 mars 2020 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor, soit **28,04%**.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 17 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 17: Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Fonction	Montant en milliards de FCFA					
	PREVISIONS		REALISATIONS			
	CP	POIDS %	CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX	POIDS %
Services généraux des administrations publiques	679,901	26,10	176,697	147,717	21,73	39,61
Défense	291,750	11,20	124,320	53,087	18,20	14,24
Ordre et sécurité publics	160,390	6,16	59,574	26,389	16,45	7,08
Affaires économiques	668,450	25,66	72,371	65,429	9,79	17,55
<i>dont Agriculture</i>	391,052	15,01	23,625	18,782	4,80	5,04
Protection de l'environnement	46,940	1,80	2,648	1,659	3,53	0,44
Logement et équipements collectifs	87,924	3,38	2,823	2,244	2,55	0,60
Santé	135,406	5,20	19,837	11,411	8,43	3,06
Loisirs, culture et culte	19,772	0,76	5,529	3,093	15,64	0,83
Enseignement	398,004	15,28	74,421	44,833	11,26	12,02
Protection sociale	116,030	4,45	20,705	17,028	14,68	4,57
Total	2 604,568	100,00	558,926	372,889	14,32	100,00

Source: DGB, 2020

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2020 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à **21,73%** à la date du 31 mars 2020. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **45,14%**, les opérations concernant la dette publique pour **26,33%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **15,49%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **39,61%** des dépenses totales.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **14,24%**. Leur taux d'exécution au 31 mars 2020 par rapport aux prévisions s'élève à **18,20%**.

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **16,45%** à la fin du premier trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2020 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **7,08%** des crédits liquidés au 31 mars 2020.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2020 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 31 mars 2020 à hauteur de **9,79%**, soit **17,55%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont les affaires économiques non classées ailleurs (**47,01%**), l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (**28,71%**) et les la tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi (**10,28%**).

3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement **0,44%**, **0,60%** et **0,83%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **3,53%**, **2,55%** et **15,64%**.

3.1.3.6. Santé

Les dépenses de la fonction « santé » représentent **3,06%** du total des crédits liquidés au 31 mars 2020. Elles enregistrent un taux d'exécution de **8,43%**, sur lesquelles **36,40%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **33,05%** pour les services hospitaliers et **21,97%** pour des services de santé publique.

3.1.3.7. Enseignement

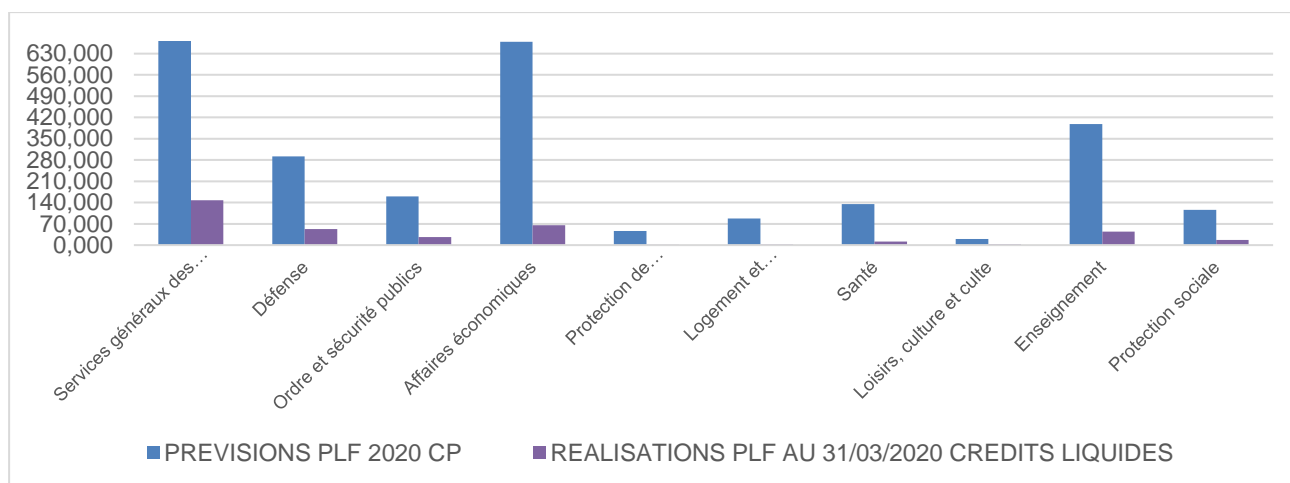
Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2020 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 31 mars 2020 à hauteur de **11,26%**, soit **12,02%** des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**54,18%**), l'enseignement secondaire (**17,34%**) et l'enseignement supérieur (**15,99%**).

3.1.3.8. Protection sociale

Avec un taux d'exécution de **14,68%** des prévisions à la fin du premier trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2020 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **4,57%** du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**75,71%**).

Le graphique 7, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 7: Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

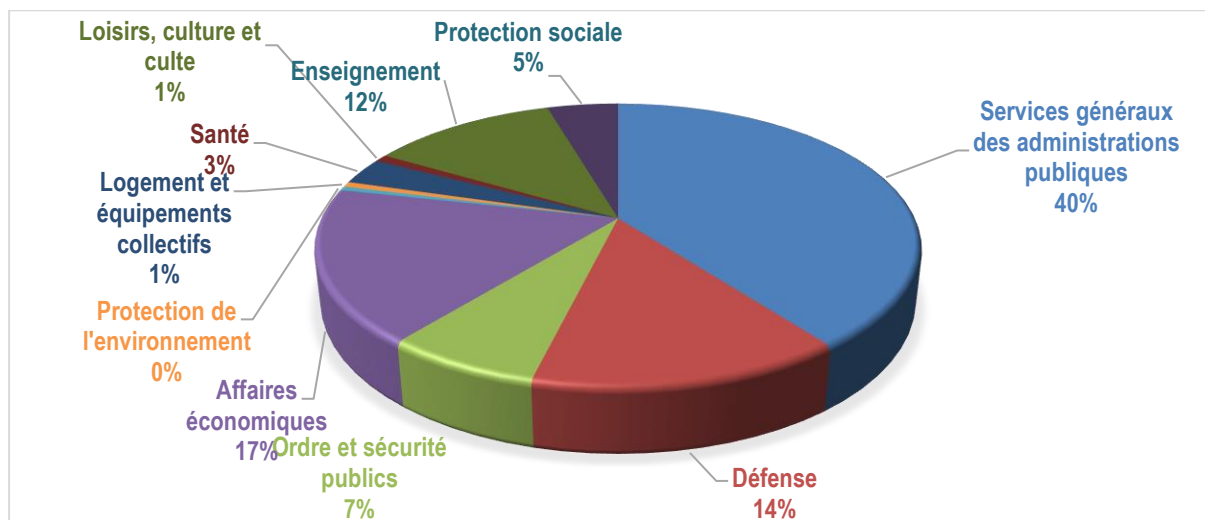


Source : DGB, juillet 2020.

Il en ressort que la division « services généraux des administrations publiques » présente le taux d'exécution le plus élevé. Elle est suivie des divisions « Défense », « Ordre et sécurité publics ».

Le graphique 8, quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 31 mars 2020.

Graphique 8: Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, juillet 2020.

La lecture du graphique 8 fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au premier trimestre 2020.

IV. CHARGES DE TRESORERIE

Au 31 mars 2020, les charges de trésorerie de l'Etat ont été réalisées à hauteur de **26,729 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de **6,74%**.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 mars 2020 est présentée dans le tableau 18.

Tableau 18: Situation d'exécution des charges de trésorerie.

	Montant en milliards de FCFA		
	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	381,016	26,061	6,84
<i>Principal dette intérieure</i>	<i>251,540</i>	<i>22,000</i>	<i>8,75</i>
<i>Principal dette extérieure</i>	<i>129,476</i>	<i>4,061</i>	<i>3,14</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	0,668	4,23
Prêts et avances	0	0	
Total charges de trésorerie	396,808	26,729	6,74

Source: DGB, à partir des données fournies par la DNTCP, 2020

Les réalisations au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à **26,061 milliards de francs CFA** dont **22,000 milliards de francs CFA** au titre de la dette intérieure et **4,061 milliards de francs CFA** au titre de la dette extérieure ; soit un taux de réalisation de **6,84%** par rapport aux prévisions.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus au 31 mars 2020 pour **15,792 milliards de francs CFA**. Les réalisations se chiffrent à **0,668 milliard de francs CFA** composés essentiellement des dépenses effectuées par l'ANAM, l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTAM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la CCIM, l'USSGB, l'ULSHB, l'USJPB, l'USTTB, l'INFTS, l'IZSEJB et autres correspondants.

CONCLUSION

L'exécution de la loi de finance 2020 au premier trimestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de **324,324 milliards de FCFA**, soit **14,86%** des prévisions et de charges budgétaires de **408,489 milliards de FCFA**, soit **15,68%** des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **26,729 milliards de FCFA**, soit **6,74%** des prévisions tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **65,377 milliards de FCFA**, soit **24,84%** des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **83,22%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **16,78%** des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente **83,21%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent **27,61%** des liquidations, les transferts et subventions **20,98%** et des dépenses d'acquisition de biens et services **32,82%** et les dépenses en capital **17,76%**.

Environ **20,92%** des liquidations ont été effectuées au niveau des Etablissements publics et **12,36%** au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel et d'investissement sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **37,88%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **31,56%** au compte des programmes de pilotage, **9,36%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,44%** pour ceux des budgets annexes et **20,76%** au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **39,61%** des crédits liquidés, la défense **14,24%**, l'ordre et la sécurité publics **7,08%**, l'enseignement **12,02%** et les affaires économiques **17,55%**.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « services généraux des administrations publiques » avec **21,73%**, « défense » avec **18,20%**, « ordre et sécurité publics » avec **16,45%**, « protection sociale » avec **14,68%** et « loisirs, culture et culte » avec **15,64%**.

Le niveau d'exécution du budget au cours du premier trimestre 2020 est comparable à ceux affichés durant les exercices antérieurs à la même période.

L'évolution récente du contexte macroéconomique, affecté par la pandémie de la COVID-19, conduira à l'élaboration d'une loi de finances rectificative au cours du deuxième trimestre.

ANNEXES

**Classification administrative et par
programme des dépenses, sans le BSI
financement extérieur**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	16 318 016	6 274 416	6 274 416	4 840 407
TOTAL	1 507 529	16 318 016	6 274 416	6 274 416	4 840 407
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 902 947	3 314 096	2 615 102	1 574 506
1.002 Administration générale	0	7 818 151	5 576 945	3 947 848	3 338 179
2.001 Sécurité et défense	5 127	1 127 463	535 217	454 826	443 240
TOTAL	655 127	15 848 561	9 426 258	7 017 776	5 355 926
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	5 927 119	3 784 219	1 820 061	1 030 789
1.004 Administration générale et contrôle	846 875	6 639 891	4 390 898	1 594 523	793 494
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	455 750	223 906	84 036	73 170
TOTAL	1 675 287	13 022 760	8 399 024	3 498 619	1 897 454
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	534 263	420 865	146 015	121 286
TOTAL	14 363	534 263	420 865	146 015	121 286
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 019 891	649 572	359 248	348 070
TOTAL	77 541	1 019 891	649 572	359 248	348 070
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	19 500	2 736 686	1 905 219	1 200 532	465 999
TOTAL	19 500	2 736 686	1 905 219	1 200 532	465 999
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	904 215	533 147	105 107	104 051
TOTAL	0	904 215	533 147	105 107	104 051
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	1 194 895	667 100	267 500	266 149
TOTAL	155 763	1 194 895	667 100	267 500	266 149
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 613 568	1 070 247	295 655	286 725
TOTAL	77 899	1 613 568	1 070 247	295 655	286 725

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	10 852 300	44 338 603	28 238 384	20 346 733	15 557 264
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	1 889 151	1 448 203	557 798	93 614
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	114 657	75 352	55 230	21 514
TOTAL	12 376 454	46 342 411	29 761 939	20 959 762	15 672 392
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
1.007 Administration Générale	50 000	938 201	467 360	264 843	173 670
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	859 279	292 169	163 565	106 068
TOTAL	420 000	1 797 480	759 528	428 409	279 738
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.045 Administration Générale	40 000	310 000	123 750	66 307	58 182
2.010 Intégration Africaine	0	408 008	209 966	88 887	54 115
TOTAL	40 000	718 008	333 716	155 194	112 298
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 776 168	2 723 222	2 642 472	2 642 472
TOTAL	170 000	3 776 168	2 723 222	2 642 472	2 642 472
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 048 868	613 714	533 268	482 627
TOTAL	28 500	1 048 868	613 714	533 268	482 627
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	143 657	76 418	37 616	23 985
TOTAL	15 000	143 657	76 418	37 616	23 985
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008 Administration Générale	56 647 743	252 607 686	133 759 075	112 490 497	41 482 543
2.015 Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	37 358 256	14 539 541	11 603 283	11 395 204
2.016 Inspection des Armées	21 000	324 407	148 704	128 346	123 351
2.017 Formation	45 350	770 677	334 545	197 633	180 497
2.018 Gestion des Transmissions	80 402	366 276	152 466	94 803	90 246
TOTAL	86 958 479	291 427 302	148 934 331	124 514 561	53 271 842
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	6 976 638	2 955 990	1 974 473	563 973
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	15 199 892	7 006 971	3 563 932	1 288 396
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	7 822 708	4 636 850	3 841 548	2 127 207
TOTAL	8 631 183	29 999 238	14 599 811	9 379 953	3 979 576
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 901 682	1 200 344	1 200 344	1 200 344
TOTAL	200 000	1 901 682	1 200 344	1 200 344	1 200 344

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020**

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	721 550	438 546	438 546	438 546
TOTAL	47 500	721 550	438 546	438 546	438 546
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	6 332 592	17 668 437	8 888 317	3 461 151	1 837 832
2.021 Ordre et Sécurité	8 327 296	66 532 195	39 783 036	31 356 145	12 848 500
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	19 247 651	9 724 092	8 967 920	2 294 028
TOTAL	22 960 744	103 448 283	58 395 444	43 785 215	16 980 360
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	0	10 685 612	4 236 864	3 854 209	3 854 209
TOTAL	0	10 685 612	4 236 864	3 854 209	3 854 209
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	21 461 500	46 293 414	10 555 182	6 490 096	3 952 990
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	11 478 130	6 089 691	2 152 224	833 746
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	17 180 154	10 686 911	2 713 849	1 971 224
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	7 235 794	4 374 487	1 579 916	892 811
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	7 203 109	4 702 003	1 233 838	483 557
2.027 Gestion de la Dette Publique	435 000	895 474	359 767	136 387	77 291
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	6 025 101	1 694 720	550 711	273 747
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 490 390	1 604 591	28 248	35 608
TOTAL	44 248 486	100 801 566	40 067 353	14 885 267	8 520 975
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 253 925	740 993	387 954	281 173
TOTAL	100 000	1 253 925	740 993	387 954	281 173
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	377 875	188 191	0	0
TOTAL	0	377 875	188 191	0	0
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	1 061 334	2 470 909	1 230 304	379 697	259 156
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	799 064	380 134	317 660	174 711
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	746 946	505 948	271 832	150 241
TOTAL	1 237 203	4 016 919	2 116 386	969 190	584 108

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	1 021 881	2 360 785	1 252 272	608 288	256 158
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	15 245 934	1 990 044	258 164	110 995
2.034 Formation Professionnelle	957 575	5 688 601	1 749 183	1 130 692	1 094 911
TOTAL	2 410 101	23 295 320	4 991 499	1 997 144	1 462 064
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
1.044 Administration Générale et Contrôle	7 000	554 450	274 222	155 367	169 137
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	565 729	328 526	39 694	40 819
TOTAL	292 000	1 120 179	602 748	195 062	209 956
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014 Administration Générale et Contrôle	75 000	3 966 792	2 492 620	1 591 334	1 213 335
2.036 Administration du Territoire	23 776 631	47 179 348	35 097 277	5 571 657	2 865 829
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	523 567	162 938	37 060	35 728
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	31 006 267	21 708 045	14 381 720	9 580 186
2.064 Développement Régional et Local	191 000	1 801 000	1 110 385	390 350	286 578
TOTAL	43 004 804	84 476 974	60 571 266	21 972 120	13 981 655
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	252 505	1 008 139	416 609	398 501	388 327
TOTAL	252 505	1 008 139	416 609	398 501	388 327
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015 Administration Générale	48 108	959 659	492 278	326 123	145 370
2.039 Religion et Culte	47 500	160 239	70 759	38 483	23 017
TOTAL	81 608	1 119 898	563 037	364 605	168 387
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016 Administration Générale	0	1 054 363	596 884	240 395	208 241
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 258 809	1 072 934	625 930	349 062
TOTAL	0	3 313 172	1 669 818	866 325	557 303
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
1.032 Administration Générale	178 000	1 529 536	918 348	362 359	175 416
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 743 721	1 664 317	357 542	259 279
2.084 Développement du secteur industriel	938 301	3 037 096	1 916 754	341 457	242 727
TOTAL	2 953 022	10 310 353	4 499 419	1 061 358	677 422

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
1.017 Administration Générale	1 173 575	37 368 714	12 807 215	3 742 439	1 990 044
2.041 Développement de l'Education de Base	3 801 966	185 348 808	139 730 318	44 315 290	27 293 659
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	29 245 603	14 156 280	2 600 893	1 678 825
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	58 005 042	29 011 224	3 921 934	3 204 539
TOTAL	40 174 562	309 968 167	195 705 037	54 580 557	34 167 066
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
1.018 Administration Générale	30 000	7 585 999	3 335 707	1 843 565	1 779 021
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	66 463 979	33 618 615	15 346 221	7 221 759
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	760 824	415 652	219 145	131 863
TOTAL	3 604 218	74 810 802	37 369 974	17 408 930	9 132 643
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
1.019 Administration Générale	84 500	2 719 543	1 442 419	799 688	400 988
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	2 701 208	2 159 077	284 032	160 791
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	640 688	371 630	85 191	82 040
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 931 734	1 600 296	991 767	579 849
TOTAL	3 581 978	9 993 173	5 573 421	2 160 677	1 223 668
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
1.020 Administration Générale	9 987	4 198 326	1 618 633	883 953	633 194
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287	2 201 086	809 584	274 304	95 049
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	3 479 729	1 974 056	1 155 012	380 910
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	1 304 054	562 805	168 421	110 187
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000	9 664 729	5 004 566	4 556 064	4 505 103
TOTAL	2 326 261	20 847 924	9 969 644	7 037 754	5 724 442
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	25 321 264	13 386 121	1 407 296	941 938
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	31 967 278	19 732 697	7 739 192	4 455 262
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	6 355 605	3 983 839	685 744	20 705
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	47 071 276	18 253 258	8 137 649	4 409 743
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000	2 274 726	1 355 583	411 588	261 584
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773	12 693 054	6 739 233	4 906 536	4 591 418
TOTAL	29 944 796	125 683 203	63 450 731	23 288 006	14 680 651

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020**

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 441 364	1 189 939	876 944	722 683
TOTAL	0	2 441 364	1 189 939	876 944	722 683
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	2 277 325	1 326 457	566 679	559 861
2.059 Promotion de la Femme	1 323 714	2 323 026	1 099 510	254 691	126 572
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 269 334	671 826	157 386	118 733
TOTAL	1 893 720	5 869 685	3 097 794	978 756	805 166
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
1.023 Administration Générale	84 368	4 478 657	1 901 517	340 555	261 502
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	562 750	4 434 528	729 372	366 556	286 770
TOTAL	647 118	8 913 185	2 630 889	707 112	548 271
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
1.024 Administration Générale	670 500	2 210 162	1 069 231	392 601	197 845
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	150 628 106	35 175 521	784 607	270 937
TOTAL	226 712 854	152 838 268	36 244 752	1 177 208	468 782
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	270 000	1 512 379	911 867	348 529	229 110
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	4 240 338	2 037 501	852 771	663 355
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	4 959 902	789 171	170 732	137 243
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	12 227 474	2 321 495	916 811	416 777
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	1 200 611	389 005	209 787	154 554
TOTAL	10 590 316	24 140 704	6 449 039	2 498 630	1 601 040
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	250 000	31 418 639	30 727 089	30 322 392	30 243 389
2.073 Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	50 132 656	6 301 498	3 318 149	3 091 363
2.074 Développement des Ressources en Eau	4 398 580	78 433 364	3 744 913	696 398	470 180
TOTAL	31 461 547	159 984 659	40 773 500	34 336 939	33 804 932
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027 Administration Générale	88 000	1 750 316	889 676	340 625	226 403
2.075 Développement des ressources minérales	2 402 700	4 129 329	552 537	290 618	166 155
TOTAL	2 490 700	5 879 645	1 442 214	631 242	392 558
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	7 500	948 950	559 895	148 260	120 680
2.076 Medias et Communication Publics	2 683 500	7 698 367	3 844 870	1 391 711	1 281 482
TOTAL	2 691 000	8 647 317	4 404 764	1 539 971	1 402 162

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
1.046 Administration Générale	40 000	278 875	111 797	63 179	58 193
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	230 000	2 416 027	1 538 771	648 987	290 284
TOTAL	270 000	2 694 902	1 650 568	712 166	348 477
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	250 000	1 584 451	949 226	557 520	321 617
TOTAL	250 000	1 584 451	949 226	557 520	321 617
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
1.029 Administration Générale	2 527 300	4 605 299	2 469 149	500 182	375 603
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	1 026 000	3 953 346	1 491 381	277 536	238 295
TOTAL	3 722 645	8 558 645	3 960 530	777 718	613 898
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
1.030 Administration Générale	40 000	510 517	201 552	79 003	76 809
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939	8 017 592	2 152 295	1 197 312	1 183 858
TOTAL	6 678 107	8 528 109	2 353 847	1 276 315	1 260 668
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.031 Administration Générale et Contrôle	80 000	3 744 900	360 624	156 935	94 581
2.080 Population	325 000	2 632 545	263 222	82 251	59 575
2.081 Aménagement du Territoire	420 000	555 921	243 862	96 971	57 698
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	4 545 302	916 746	712 943	520 393
TOTAL	3 590 071	11 478 668	1 784 454	1 049 100	732 247
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
1.042 Administration Générale	0	567 976	269 469	108 353	61 504
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 338 616	5 432 275	1 891 634	904 702	716 525
TOTAL	2 331 568	6 000 251	2 161 103	1 013 056	778 029
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
1.033 Administration Générale	0	958 861	512 839	170 484	150 000
2.085 Appui au développement du secteur privé	450 000	960 066	479 393	126 018	97 720
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	181 659	81 195	19 062	14 894
TOTAL	502 500	2 100 586	1 073 428	315 565	262 614
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034 Administration Générale	6 243 742	48 717 766	8 286 304	7 273 571	6 082 136
2.087 Appui au Monde Rural	7 433 716	33 025 875	5 959 185	2 456 378	1 161 574
2.088 Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	61 260 865	9 059 006	4 270 063	3 448 120
2.089 Recherche et Formation	743 500	11 647 152	3 331 897	1 965 014	1 343 005
TOTAL	29 308 639	154 651 658	26 636 391	15 965 026	12 034 836

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/03/2020

01/07/2020 09:16:06

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	750 000	26 773 536	826 754	245 044	227 397
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	6 955 913	1 531 678	356 829	119 642
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	3 574 498	1 064 390	256 911	115 949
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	3 286 590	1 881 179	684 176	299 767
TOTAL	7 384 626	40 590 537	5 304 001	1 542 961	762 754
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	1 600 011	10 897 726	6 708 411	6 037 111	5 939 148
TOTAL	1 600 011	10 897 726	6 708 411	6 037 111	5 939 148
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	50 000	788 088	391 560	278 321	184 476
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 406 080	819 014	443 936	173 239
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	455 394	261 067	96 415	73 085
TOTAL	1 679 281	3 649 562	1 471 641	818 672	430 799
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	212 632 395	415 624 505	91 798 600	70 526 505	65 862 270
0.004 Dette	0	120 423 000	5 902 589	5 902 589	2 869 192
TOTAL	191 576 298	536 047 505	97 701 188	76 429 094	68 731 461
TOTAL DU BUDGET GENERAL	835 623 414	2 473 098 130	967 903 532	523 908 976	336 346 435

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 31/03/2020**

01/07/2020

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE				
4.001	Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports				
40-2-2013-0021-001-002686	ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)				
Personnel	0	560 000	415 000	0	0
Biens et services	0	1 659 022	510 500	0	0
Transferts et subventions	0	555 000	277 500	0	0
Investissement	1 556 241	1 556 241	942 483	0	0
Total	1 556 241	4 330 263	2 145 483	0	0
40-2-2013-0021-002-002384	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)				
Personnel	0	427 000	327 500	0	0
Biens et services	0	664 566	287 000	0	0
Transferts et subventions	0	105 000	52 500	0	0
Investissement	682 810	682 810	460 310	0	0
Total	682 810	1 879 376	1 127 310	0	0
40-2-2013-0021-003-002288	ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)				
Personnel	0	284 000	212 200	0	0
Biens et services	0	272 500	136 250	0	0
Investissement	87 000	87 000	43 500	0	0
Total	87 000	643 500	391 950	0	0
40-2-2013-0021-004-002768	ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)				
Personnel	0	315 500	244 750	0	0
Biens et services	0	256 500	128 250	0	0
Investissement	70 838	70 838	35 419	0	0
Total	70 838	642 838	408 419	0	0
40-2-2013-0021-005-002324	ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)				
Personnel	0	265 000	207 500	0	0
Biens et services	0	350 150	175 075	0	0
Investissement	85 000	85 000	42 500	0	0
Total	85 000	700 150	425 075	0	0
40-2-2013-0021-006-002478	ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)				
Personnel	0	238 000	179 000	0	0
Biens et services	0	257 323	128 662	0	0
Investissement	105 000	105 000	77 500	0	0
Total	105 000	600 323	385 162	0	0
40-2-2013-0021-008-002204	ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)				
Personnel	0	125 000	95 500	0	0
Biens et services	0	122 500	61 250	0	0
Investissement	61 000	61 000	30 500	0	0
Total	61 000	308 500	187 250	0	0
Total	2 647 889	9 104 950	5 070 648	0	0
Total	2 647 889	9 104 950	5 070 648	0	0
TOTAL GENERAL	2 647 889	9 104 950	5 070 648	0	0

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 31/03/2020**

01/07/2020 09:17:40

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	69 900 000	34 950 000	34 848 188	34 848 188
3.009 Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
TOTAL	40 000 000	109 900 000	34 950 000	34 848 188	34 848 188
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	2 363 200	1 181 600	0	0
TOTAL	2 363 200	2 363 200	1 181 600	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	0	0	0
TOTAL	0	600 000	0	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	275 000	0	0
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	945 000	91 151	0
TOTAL	1 735 000	2 300 000	1 220 000	91 151	0
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	40 000	21 346	0
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	230 000	136 000	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	161 000	56 063	37 648
TOTAL	138 000	1 265 000	337 000	77 409	37 648
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
TOTAL	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	4 250 000	940 000	0	0
TOTAL	4 250 000	4 250 000	940 000	0	0
TOTAL DU BUDGET GENERAL	51 467 600	123 659 600	38 628 600	35 016 748	34 885 836

**Classification fonctionnelle des dépenses,
sans le BSI financement extérieur**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

01/07/2020 09:08:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/03/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	49 756 200	220 257 645	115 804 457	80 860 895	66 682 190
01.3 Services généraux	24 662 869	55 572 607	12 970 753	10 280 085	9 724 854
01.4 Recherche fondamentale	160 000	512 386	267 319	149 672	82 858
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2 252 250	2 706 354	1 228 813	111 636	59 189
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	49 938 039	210 692 163	74 532 987	29 245 794	22 884 594
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	41 951 666	41 920 521	38 887 124
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	20 887 240	20 413 493	14 128 634	9 395 870
TOTAL Services généraux des administrations publiques	140 370 142	681 616 486	267 169 487	176 697 237	147 716 679
02 Défense					
02.1 Défense militaire	46 208 902	76 819 967	22 009 306	13 671 178	4 332 677
02.2 Défense civile		1 538 000	1 519 000	19 000	19 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	64 440	12 383	12 383
02.5 Défense n.c.a.	38 352 345	213 766 577	125 790 474	110 617 503	48 722 825
TOTAL Défense	84 604 092	292 253 779	149 383 220	124 320 065	53 086 885
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	3 093 753	55 959 337	36 151 569	29 421 678	10 992 949
03.2 Services de protection civile	18 969 785	30 989 360	9 997 106	8 967 920	2 294 028
03.3 Tribunaux	5 210 852	22 835 840	11 318 482	6 076 087	2 751 920
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 628 719	4 559 300	3 837 332	2 124 207
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 984 030	44 368 733	20 207 022	11 271 049	8 225 546
TOTAL Ordre et sécurité publics	46 234 251	161 781 989	82 233 479	59 574 065	26 388 651
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 476 526	43 185 133	13 953 472	8 034 710	6 723 403
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	114 781 321	337 770 511	42 845 837	23 625 197	18 782 024
04.3 Combustibles et énergie	27 849 387	28 930 337	7 183 809	3 718 298	3 400 374
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 670 727	45 253 457	3 150 674	806 068	540 909
04.5 Transports	296 010 943	132 894 972	35 876 175	1 395 584	853 451
04.6 Communications	3 448 505	12 698 180	6 418 260	2 766 815	2 344 821
04.7 Autres branches d'activité	3 701 697	11 243 259	5 348 599	155 438	92 829
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	577 500	2 659 935	1 526 297	638 688	273 007
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 716 000	55 276 066	34 044 464	31 230 096	30 761 328
TOTAL Affaires économiques	474 232 606	669 911 850	150 347 587	72 370 893	63 772 146

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

01/07/2020 09:08:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/03/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	5 250 000	5 250 000	490 000	490 000	490 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 634 875	521 430	87 838	64 280
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	238 291	100 079	9 085	3 068
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	11 028 310	30 498 089	6 234 506	1 530 694	802 336
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 441 306	9 561 610	1 610 031	530 065	299 256
TOTAL Protection de l'environnement	20 225 316	47 182 865	8 956 046	2 647 682	1 658 941
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 000 000	6 163 830	1 077 705	1 032 431	1 032 231
06.2 Équipements collectifs	5 221 999	7 859 324	1 490 994	433 568	99 295
06.3 Alimentation en eau	3 445 078	62 355 621	1 496 543	592 326	389 482
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		40 000	19 000	11 310	11 310
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	7 272 645	12 831 665	7 094 632	753 791	711 739
TOTAL Logement et équipements collectifs	21 939 722	89 250 440	11 178 874	2 823 426	2 244 058
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 091 959	563 480	465 710	438 710
07.2 Services ambulatoires	89 000	176 000	78 605		
07.3 Services hospitaliers	18 630 456	39 517 309	14 177 876	6 862 748	3 771 779
07.4 Services de santé publique	4 478 057	17 874 904	8 655 749	4 098 349	2 506 581
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 230 750	5 125 084	2 908 516	1 025 290	540 541
07.6 Santé n.c.a.	5 190 857	71 767 273	31 669 911	7 384 950	4 153 349
TOTAL Santé	29 619 120	135 552 529	58 054 136	19 837 047	11 410 961
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	2 399 321	7 813 076	3 653 611	2 040 826	1 012 877
08.2 Services culturels	3 331 028	7 150 525	4 349 131	1 387 164	803 632
08.4 Culte et autres services communautaires		223 658	107 972	90 822	36 100
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	889 469	7 635 299	3 853 462	2 010 191	1 240 673
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 619 818	22 822 558	11 964 175	5 529 003	3 093 282
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	1 926 652	157 462 574	120 693 128	39 631 073	24 291 069
09.2 Enseignement secondaire	35 049 905	106 423 010	57 559 141	11 125 307	7 773 865
09.4 Enseignement supérieur	4 259 853	67 739 827	35 143 359	15 541 922	7 169 131

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

01/07/2020 09:08:00

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/03/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.5 Enseignement non défini par niveau	518 661	1 475 270	556 645	93 153	78 218
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	7 088 477	3 454 522	86 967	73 408
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	4 179 386	6 225 608	1 973 667	394 680	349 216
09.8 Enseignement n.c.a.	3 347 443	51 362 337	19 912 450	7 547 886	5 098 044
TOTAL Enseignement	50 200 531	397 777 103	239 292 913	74 420 987	44 832 952
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		2 193 400	605 700	503 187	497 687
10.2 Vieillesse		55 360 872	12 892 358	12 892 358	12 892 358
10.4 Famille et enfants	1 556 971	6 854 357	2 233 646	497 999	337 871
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		206 444	102 622	51 856	51 238
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	519 063	915 343	393 062	204 411	107 554
10.9 Protection sociale n.c.a.	13 617 271	42 182 665	16 795 475	6 555 507	3 141 009
TOTAL Protection sociale	15 693 305	107 713 081	33 022 862	20 705 318	17 027 717
TOTAL GENERAL	889 738 903	2 605 862 680	1 011 602 780	558 925 724	371 232 270

Classification des dépenses par type de programmes, sans le BSI financement extérieur

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 31/03/2020**

01/07/2020 08:46:59

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	120 623 222	19 684 441	19 635 657	18 166 067
3 Biens et services	0	246 581 596	74 328 869	59 391 447	54 920 319
4 Transferts et subventions	0	52 263 613	6 128 601	3 516 187	3 411 279
5 Investissement	193 083 827	143 582 702	8 070 557	4 014 428	928 412
TOTAL	193 083 827	563 051 133	108 212 469	86 557 718	77 426 077
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	181 460 868	123 868 323	103 789 958	37 511 305
3 Biens et services	0	155 315 813	84 286 348	40 522 540	28 759 699
4 Transferts et subventions	0	97 240 450	51 504 010	45 290 395	43 136 112
5 Investissement	128 008 828	184 036 542	33 058 339	19 143 960	8 277 793
TOTAL	128 008 828	618 053 673	292 717 020	208 746 852	117 684 909
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	326 239 143	249 906 803	108 153 603	56 527 374
3 Biens et services	0	129 872 974	71 015 084	24 236 010	17 892 696
4 Transferts et subventions	0	183 542 721	109 415 340	56 878 779	38 920 308
5 Investissement	514 530 759	652 338 486	136 636 816	39 336 014	27 895 071
TOTAL	514 530 759	1 291 993 324	566 974 043	228 604 406	141 235 448
3 Programme des comptes spéciaux du trésor					
2 Personnel	0	290 000	196 000	0	0
3 Biens et services	0	71 212 000	35 328 500	34 926 748	34 885 836
4 Transferts et subventions	0	690 000	45 000	0	0
5 Investissement	51 467 600	51 467 600	3 059 100	90 000	0
TOTAL	51 467 600	123 659 600	38 628 600	35 016 748	34 885 836
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	2 214 500	1 681 450	0	0
3 Biens et services	0	3 582 561	1 426 987	0	0
4 Transferts et subventions	0	660 000	330 000	0	0
5 Investissement	2 647 889	2 647 889	1 632 212	0	0
TOTAL	2 647 889	9 104 950	5 070 648	0	0
TOTAL DU BUDGET GENERAL	889 738 903	2 605 862 680	1 011 602 780	558 925 724	371 232 270